

## La politique européenne de Giscard

Par Thankmar von Münchhausen

Des rencontres régulières entre le président français et le chancelier allemand font partie de la mise en pratique du traité d'amitié liant les deux pays voisins. On s'est habitué à considérer ces consultations comme une pure routine, si bien que l'on n'attend plus de décisions spectaculaires depuis longtemps. La dernière rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt à Aix-la-Chapelle sort du cadre de cette coopération rendue normale par l'habitude, huilée par la bienveillance. Cela ne tient pas seulement à la mise en scène habile dans l'ancienne ville impériale, ni à la référence commune faite par ses héritiers au grand fondateur de l'Empire. L'entente des deux hommes politiques, qui ont affirmé qu'il était crucial de prendre des décisions pour assurer la stabilité monétaire à l'intérieur de la Communauté européenne, peut donner une nouvelle impulsion à la coopération entre les partenaires européens, qui laisse à désirer depuis des années.

En République fédérale on était davantage consciente qu'en France de la corrélation entre des monnaies stables et la stabilité politique. Les Allemands ne demandent pas mieux que de voir les responsables en France reprendre conscience de cette simple équation et en tirer des conséquences. La politique économique que le Premier ministre Barre mène depuis son entrée en fonction avec une détermination à la limite de la provocation risquant d'entraîner une certaine impopularité, vise à la stabilité. La libéralisation avec laquelle Barre tente de briser les structures économiques sclérosées par la réglementation des prix et les subventions de l'État, fait partie elle aussi de ce programme. Avec son initiative monétaire pour l'Europe, Giscard mise à nouveau sur le succès de son Premier ministre et mentor en économie et fait du succès que Barre et ses collaborateurs espèrent pour la seconde moitié de l'année à venir un gage de sa politique européenne. Car une économie bien ordonnée commence sur le plan national. L'inflation en France progresse toujours quatre fois plus vite qu'en République fédérale.

La tentative commune visant à rétablir par des cours de change stables «les conditions élémentaires de la prévisibilité économique en Europe» (Schmidt) peut constituer une mission opportune pour la coopération européenne. L'Europe commune de Jean Monnet, dans les années 50, était la réponse aux destructions et à la menace du communisme. «L'Europe des patries», que de Gaulle considérait dans les années 60 comme la seule forme d'association souhaitable, devait s'imposer à côté des superpuissances comme une «grande puissance» autonome et assemblée par des liens assez lâches.

Pour la République fédérale et son besoin particulier de sécurité, cette conception était insuffisante – nonobstant la réconciliation définitive avec son voisin par le traité d'amitié franco-allemand. Les Français, des gaullistes aux communistes, rêvent encore et toujours de la vision du Général quand ils pensent à l'Europe. Même l'anti-américanisme permet toujours de récolter des voix en France, surtout quand le vieux spectre réapparaît sous la forme d'une «hégémonie germano-américaine». Dans cet esprit, le «défi américain» de Servan-Schreiber est toujours un livre d'actualité. On a tendance à oublier que les conditions économiques ont fondamentalement changé depuis lors, à cause de la faiblesse du dollar, et qu'aujourd'hui, ce sont les entreprises françaises et allemandes qui investissent aux États-Unis et non l'inverse.

Dans une telle perspective, l'abandon de la souveraineté est, exactement comme au 19<sup>e</sup> siècle, un péché mortel. Giscard touche à un tabou quand il reconnaît maintenant le double départ de la France du «serpent» monétaire et la libéralisation des taux de change comme un droit souverain à la gabegie nationale. Si l'union monétaire de l'Europe devait aboutir, ce «droit souverain» de laisser faire les choses devrait alors être restreint. Le successeur de de Gaulle est prêt à faire des concessions sur la supranationalité, si elles s'avèrent utiles pour l'assainissement politique de son pays et pour l'unification politique des partenaires. Un retournement apparaît clairement: pour de Gaulle, l'essor économique et technique de la France était une condition de sa politique étrangère, un moyen qui permettait à la nation de prendre la place qui lui revenait dans le groupe de tête des autres nations. Giscard mène une politique étrangère et européenne dont il attend des répercussions favorables sur la situation économique et la péréquation sociale en France.

L'étroite collaboration franco-allemande, d'après Giscard, doit servir de moteur pour l'Europe de l'an 2000.

Le chancelier fédéral, dont personne ne contestera l'objectivité ni l'esprit de calcul rationnel, n'a laissé subsister aucun doute sur son soutien à la manière d'agir de son ami – même contre les objections justifiées des milieux de l'industrie, du commerce et des banques. Les deux hommes d'État sont-ils victimes d'une utopie? Les décisions d'Aix-la-Chapelle ont un but plus modeste. Elles doivent tenir compte de la situation économique modifiée depuis 1973. Après deux décennies de croissance économique, l'Europe libérale est tombée maintenant dans un calme plat. Si l'Europe veut garder sa prospérité en dépit de la concurrence impitoyable que lui livrent les pays du «tiers monde», les partenaires – isolément ou ensemble – doivent consentir des efforts. Les tentatives visant à stabiliser la monnaie en font partie.